

## Renaturaliser son quartier

Fleurir les trottoirs, cultiver les places ou les cours d'immeubles, «ensauvager» les pieds d'arbres et les bordures de routes... Les habitants des centres-ville veulent aujourd'hui dessiner le visage de leur quartier.

Si «nature» et «ville» furent longtemps opposées, cette dernière étant associée à une production industrielle massive et ses pollutions, cet antagonisme est aujourd'hui révolu. L'articulation ville/nature s'observe dans l'évolution des représentations de la ville, mais également au sein de pratiques urbaines renouvelées. Invités à participer à l'aménagement urbain *via* des initiatives de démocratie participative (1), les citoyens s'imposent peu à peu comme des acteurs à part entière de la nature en ville. Strasbourg, parmi d'autres métropoles, a connu un fleurissement d'actions de «renaturation», notamment en centre urbain. Elles ont contribué à modifier le paysage

### MARIE MANGOLD

Doctorante en sociologie à la faculté des sciences sociales de l'université de Strasbourg, elle est l'auteure de «Mobilisations citoyennes aux États-Unis et à Strasbourg : les collectifs d'habitants comme acteurs de la gouvernance écologique des villes», in Isabelle Hajek et Philippe Hamman (dir.), *La Gouvernance de la ville durable entre déclin et réinventions. Une comparaison Nord/Sud*, Presses universitaires de Rennes, 2015.

de la ville, tout en donnant une autre dimension au vécu de ses habitants.

### «Ensauvager» les rues

Initiés au départ par la municipalité de Strasbourg, des jardins partagés se sont développés dans plusieurs quartiers de la ville, réglementés par une convention entre la collectivité et les habitants constitués en associations de quartiers. Correspondant à un désir des habitants de réelle «appropriation d'un espace public» (selon la présidente d'une association gérant le premier jardin partagé en centre-ville), ces lieux font l'objet de négociations avec la Ville pour y mener les projets portés et gérés par les habitants. Des initiatives de compostage urbain ont également suivi ces créations de jardins partagés, devenant des lieux de rencontre réguliers où chacun apporte ses déchets organiques. D'autres initiatives, dépassant cette évolution des anciens jardins familiaux, témoignent également de cet engouement pour une nature en ville, telle que la gestion des pieds d'arbre d'une rue par une association d'habitants, faisant suite à sa participation au projet de réaménagement du quartier.

Fleuris dans un joyeux mélange, «ensauvagés» en bordure de route, ces pieds d'arbre montrent aux passants

l'empreinte des habitants voulant dessiner un peu du visage de leur quartier. Baptisée Envie de quartier, cette association a également investi un édicule (2) pour y réaliser des expositions artistiques temporaires, montrant la pluralité de la démarche. De manière générale, ce type de démarches a pour objectif de «verdir» la ville, en cultivant les places, les cours intérieures d'immeubles, les pieds d'arbre, comme ces «semis en liberté» organisés il y a quelques années, invitant à réaliser des plantations sauvages dans les friches et interstices de la ville. On peut également citer les Incroyables Comestibles, mouvement international dont le groupe strasbourgeois sème des plantes comestibles dans des espaces urbains non utilisés. Se référant le plus souvent à des méthodes écologiques, telles que la culture biologique, la permaculture (3) ou la réinsertion de plantes locales, le rapport à la domestication de la nature semble renouvelé au sein de ces actions, laissant place à un goût nouveau pour le «sauvage» et le «naturel», moins ordonné que les parterres de fleurs habituellement disposés en ville. Mais si cet «ensauvagement» des rues est notable, il est un mot d'ordre dont les habitants se font les gardiens : le respect des lieux qu'ils ont investis, la surveillance de la

civilité dans des espaces, notamment du centre-ville, qui connaissent parfois des conduites jugées déviantes. Les fleurs sauvages ne tolèrent donc pas toutes les pratiques citadines.

### Recréer du lien

Ces pratiques sont à replacer dans un contexte de relocalisation des consommations, d'attention accrue à l'alimentation et d'une tendance au «retour à la terre». Ce phénomène, dont on trouve une inspiration politique plus ancienne (la politique pavillonnaire de la fin du 19<sup>e</sup> siècle à l'avant-Second Guerre mondiale s'étant attachée à encadrer les ouvriers en leur donnant une maison et un jardin à cultiver (4)), intéresse de plus en plus les classes moyennes et supérieures, intégrant en parallèle



En 2011, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, des habitants et des élus inaugurent des jardins partagés.

## → LE MILITANTISME ÉCOLOGIQUE COMME MARQUEUR DE CLASSE

une incontestable normalisation des pratiques à adopter et du rôle du «bon» citoyen. On peut évoquer la nécessité de retrouver des repères simples et traditionnels dans un monde en crise d'identité, mais, plus concrètement, ces actions présentent plusieurs dimensions, qui expliquent leur développement actuel. Elles comportent une forte dimension sociale, en permettant de créer du lien et de construire ensemble autour d'un projet sur un territoire commun. Elles ont également une dimension éducative, en sensibilisant des urbains à certains aspects de la faune, de la flore, du cycle de vie des plantes, de la vie d'un légume. Elles entraînent aussi un attachement au lieu, et donc une dimension sentimentale : se sentir partie intégrante de sa ville. Enfin, elles peuvent tenir lieu d'engagement écologique avec l'idée d'agir à son échelle, et d'apporter sa pierre à l'édifice pour changer d'abord sa rue, son quartier, sa ville, puis la société dans sa globalité. En cela, elles correspondent à la figure

actuelle du «militant pragmatique» (5), privilégiant un engagement local, concret

et dont il choisit les modalités, plaçant au centre davantage l'action que l'idéologie.

Finalement, que nous disent ces actions sur la ville d'aujourd'hui ? D'après l'image éloquent utilisée par une membre d'Envie de quartier : «C'est vraiment l'impression du changement entre vivre en ville et vivre dans un village maintenant !» Assistes-t-on dès lors à un retour vers des formes de sociabilité plus traditionnelles, à partir d'une nostalgie du village perdu (6) ? Si l'enjeu de la ville de demain est de «faire société» (7), on peut se demander de quelles manières ces actions de nature en ville y contribuent. Concentrées essentiellement dans des quartiers gentrifiés (8) et portées par une classe moyenne ayant investi la consommation alternative et le militantisme écologique comme marqueur de classe (9), ces actions constituent pour le moment des pratiques socialement sélectives. La question est de savoir si elles pourront devenir un jour un moyen d'expression

et d'appropriation de l'espace public par les classes populaires, à l'image des *community garden* aux États-Unis, qui, dans les quartiers démunis, font de leurs jardins les armes d'une *Green Guerilla* (10).

(1) Rémi Barbier et Corinne Larrue, «Démocratie environnementale et territoires : un bilan d'étape», *Participations*, n° 1, 2011/1.

(2) Cet édicule ou «petit cabinet» servait autrefois de toilettes publiques.

(3) La permaculture, sous l'angle de ses techniques culturales, est une agriculture durable qui s'inspire des écosystèmes naturels.

(4) Marie-Geneviève Dezès, *La Politique pavillonnaire*, L'Hamattan, 2001.

(5) Jacques Ion, Spyros Frangiadakis Spyros et Pascal Viot Pascal, *Militer aujourd'hui*, Autrement, 2005.

(6) Jean-Pierre Le Goff, *La Fin du village*, Gallimard, 2012.

(7) Jacques Donzelot, Catherine Mével et Anne Wyvekens, *Faire société. La politique de la ville aux États-Unis et en France*, Seuil, 2003.

(8) La gentrification consiste en la modification de la composition sociale de quartiers, notamment en centre-ville, les nouveaux habitants appartenant à une catégorie socio-économique plus élevée que les anciens.

(9) Chantal Aspe et Marie Jacqué, *Environnement et société*, MSH/Quæ, 2012.

(10) Film documentaire réalisé en 2002, réalisé par Sylvaine Dampierre et Bernard Gomez, présentant les enjeux de lutte territoriale et identitaire de ces jardins communautaires, véritables «lieux de résistance» construits sur des friches urbaines.